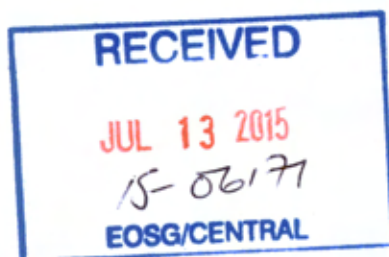


QV/YW  
+

MISSION PERMANENTE DU TOGO  
auprès des Nations Unies  
336 E 45<sup>th</sup> Street, 6<sup>th</sup> floor, New York, N.Y. 10017

ACTION  
COPY

*El via e-mail*  
*ONCHL (email)*  
*DSH/ccl*  
*AG.*

707/MPT-ONU/yw/2015

La Mission Permanente du Togo auprès des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat général des Nations Unies et a l'honneur de lui soumettre la candidature de la République Togolaise au poste de membre du Conseil des droits de l'homme, pour la période 2016-2018, au cours des élections qui se dérouleront à New York, à la 70<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies.

La Mission Permanente prie le Secrétariat de trouver en annexe le mémoire explicatif de cette candidature.

La Mission Permanente du Togo auprès des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler au Secrétariat Général des Nations Unies les assurances de sa haute considération/.



New York, le 13 juillet 2015

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

NEW YORK*HR 703/507*

## **PROJET D'AIDE MEMOIRE**

Le Gouvernement de la République Togolaise a décidé de présenter sa candidature à l'élection des membres du Conseil des droits de l'homme, pour la période 2016-2018, qui aura lieu en novembre 2015, pendant la 70<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cet impératif besoin de siéger, pour la première fois, au Conseil des droits de l'homme depuis sa création en 2006, procède du fait que le respect de la légalité internationale a toujours fait partie des priorités du Gouvernement togolais dans la **protection et la promotion des droits de l'homme en général**.

En effet, le Togo, qui s'est engagé depuis plus d'une décennie à être un pays émergent à l'horizon 2030, a choisi de faire de la promotion et de la protection des droits humains un des piliers de sa politique de développement économique et durable. Dans ce sens, il s'est doté d'un dispositif normatif dont le soubassement est la Constitution du 14 octobre 1992 qui proclame, dans son préambule, l'engagement du Togo à bâtir un Etat de droit dans lequel les droits fondamentaux de l'homme, les libertés publiques et la dignité de la personne humaine doivent être garantis et protégés.

Pour garantir la pleine jouissance des droits proclamés, le Togo s'est également engagé à incorporer dans sa législation nationale les droits énoncés dans plusieurs instruments régionaux et internationaux.

### **I- Le Togo et les Droits de l'homme.**

#### **1- Au plan national**

**Au titre de la protection des droits civils et politiques**, il est à noter que la législation togolaise garantit l'intégrité physique et mentale, la vie et la sécurité de toute personne vivant sur le territoire national. La Constitution togolaise interdit toute atteinte à l'intégrité physique des citoyens. Le code de procédure civile, pour sa part, précise que l'action est ouverte à tous ceux qui ont un intérêt légitime au succès ou au rejet d'une prétention.

En matière de **libertés fondamentales** et singulièrement la **liberté de presse**, le Togo manifeste une réelle volonté d'améliorer la situation de la presse. Ceci s'est traduit par l'adoption des textes régissant le **domaine** et d'un important appui financier afin d'accompagner la presse togolaise. De même, l'Assemblée nationale togolaise a adopté en août 2004 un code de la presse dépénalisant les délits de presse.

S'agissant des **droits économiques, sociaux et culturels**, le Togo s'est investi dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement et prend une part active au processus de négociation des Objectifs de Développement Durable (ODD) pour l'après 2015. Il a élaboré une stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) à laquelle sont adossés les politiques, programmes et actions visant à réduire la pauvreté.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie, des actions ont été menées avec l'accompagnement de la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale, qui forment chaque année des jeunes aux techniques de l'entrepreneuriat.



-2-

Le cadre juridique du droit au travail s'est vu amélioré, avec l'adoption en 2006 du nouveau Code du travail révisé en 2011 et, plus récemment, de la loi portant statut de la fonction publique.

S'agissant du **droit à l'éducation**, la Constitution togolaise a institué la gratuité de l'enseignement primaire et son caractère obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans. Ce principe a connu sa première phase de mise en œuvre avec la suppression depuis 2008 des frais de scolarité au niveau des enseignements préscolaire et primaire publics. Cette mesure conjuguée avec la réduction des frais de scolarité en faveur des filles a induit une augmentation du taux de scolarisation qui est passé de 72% à 88%.

Dans le domaine du **droit à la santé**, le Gouvernement togolais s'est doté de plans de développement sanitaire avec la mise en œuvre des stratégies spécifiques à certaines thématiques comme le paludisme, les IST/VIH-SIDA, la réduction de la mortalité maternelle et néonatale, la vaccination et les interventions à base communautaire. Ce dispositif est renforcé par la création de l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) afin d'assurer aux agents publics ainsi qu'aux membres de leurs familles, les soins médicaux.

S'agissant du **droit à l'alimentation**, le Gouvernement togolais a lancé en février 2012, le programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire qui vise, entre autres, l'accroissement des revenus des exploitants et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales vulnérables.

Par ailleurs, le Togo a inscrit parmi les priorités de développement national, les actions de protection et de promotion des **droits de la femme, des droits de l'enfant et des droits des personnes handicapées**. Dans cette optique, le nouveau code des personnes et de la famille, adopté en 2012, supprime les dispositions jugées discriminatoires à l'égard de la femme et plus spécifiquement la lutte contre les mutilations génitales féminines. Une stratégie nationale de promotion et de protection des droits des personnes handicapées a été également adoptée en Mars 2013, assortie d'un plan opérationnel 2013-2015.

Ce dynamisme du Gouvernement togolais dans la promotion des droits de l'homme est accompagné d'un ensemble d'**organes et institutions publics nationaux** ainsi que d'une **société civile** qui ont également pris le pari de porter cette priorité gouvernementale. Il s'agit notamment du Ministère des Droits de l'Homme et de la Consolidation de la Démocratie, Chargé de la mise en œuvre des recommandations de la Commission Vérité Justice Réconciliation (MDHCD), de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) (une institution indépendante, conforme aux principes de Paris, avec statut A) qui fera également office de Mécanisme National de Prévention de la Torture (MNPT), de la Haute Autorité de l'Audio-visuel et de la Communication (HAAC), de la Cour constitutionnelle, du Conseil supérieur de la magistrature, du Médiateur de la République et de la Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée Nationale, du Haut-Commissariat à la Réconciliation et à l'Unité Nationale (HCRUN).



## 2- Aux niveaux régional et international

La démarche du Gouvernement togolais dans la promotion et la défense des droits de l'homme, au niveau régional et international, est gouvernée par les principes d'indépendance et d'intégration régionale pour la paix et le développement. Dans cet esprit, le Togo a non seulement ratifié divers instruments relatifs aux droits de l'homme, mais également maintenu une collaboration avec des organes de défense et de promotion et de protection des droits de l'homme.

S'agissant des **traités internationaux**, le Togo a ratifié la plupart des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme. La plus récente ratification concerne la convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ratifiée en Juillet 2014. Par ailleurs, un projet de loi autorisant la ratification du deuxième protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques visant à abolir la peine de mort a été adopté en conseil des ministres, en janvier 2015, la peine de mort ayant été abolie au Togo depuis 2009.

Le Togo a également ratifié les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Au titre de la **coopération avec le Conseil des droits de l'homme**, le Togo en sa qualité d'observateur, **participe activement** aux différentes sessions annuelles et apporte son soutien à toutes les initiatives compatibles avec sa ligne politique. Le Togo a affirmé son attachement et son soutien au Mécanisme de l'Examen Périodique Universel (EPU) pour lequel il a soumis son premier rapport en octobre 2011. Il a également, à titre volontaire, soumis en juin 2014 groupe de travail de l'EPU, un rapport à mi-parcours sur la mise en œuvre des recommandations issues acceptées lors du premier cycle.

Pour ce qui est de la coopération avec les **détenteurs de mandat**, le Togo, a reçu la visite du rapporteur spécial sur la torture en 2007, de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme en 2008 (visite conjointe avec la Rapporteuse spéciale de l'Union Africaine sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ) et en 2013, ainsi que celle du Sous-comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en décembre 2014.

Le Togo a reçu en février 2014 la visite du Haut-Commissaire Adjoint aux droits de l'homme, Madame Flavia PANSIERI qui a salué les progrès sur le terrain ainsi que la coopération exemplaire avec le Bureau du HCDH, installé au Togo depuis 2006.

S'agissant de ses interactions avec les **organes de traités**, le Togo accorde une importance aux fonctionnements de ces organes qui jouent un rôle essentiel dans la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau national.

C'est pourquoi le Togo s'est toujours efforcé de maintenir une coopération active avec les différents comités et s'efforce de soumettre régulièrement les rapports de mise en œuvre.

De façon globale, la politique étrangère du Togo est orientée vers la prévention des conflits, la contribution aux opérations de maintien de la paix, de consolidation de la paix et le désarmement qui ont d'ailleurs guidés son mandat au Conseil de sécurité au cours de la période 2012-2013.

## **II - Engagements volontaires gè au titre de la résolution 65/251 de l'Assemblée générale des Nations Unies**

Le Togo s'engage à :

- Poursuivre le processus de ratification des Instruments internationaux notamment le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques visant à abolir la peine de mort ainsi que le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications
- Intensifier les actions contre le trafic et le travail des enfants;
- Intensifier les efforts nationaux de lutte contre les mutilations génitales féminines;
- Renforcer les politiques nationales de protection des droits catégoriels;
- Poursuivre l'éducation aux droits de l'homme et ~~des~~ aux libertés fondamentales;
- Renforcer la lutte contre l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme.
- Maintenir la pleine coopération avec le Conseil des droits de l'homme dans tous ses domaines de compétence et, dans ce sens, s'impliquer dans tous ses travaux en vue de promouvoir et renforcer les mécanismes de protection des droits de l'homme.

**Togo**

EOSG-CRU-DUTY OFFICER-EFAX to: Hazel Foster  
Sent by: Jill Annitto

13/07/2015 02:50 PM

----- Forwarded by Jill Annitto/NY/UNO on 13/07/2015 02:50 PM -----

**Fax Message received on 07/13 14:43 from CSID <2129836684>, ANI <2129836684>, TO <70657> [5 Pages] 9864869A001**

Infax3 to: EOSG-CRU-DUTY OFFICER-EFAX

13/07/2015 02:43 PM



9864869.pdf